

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques environnementaux

N°IC 2004/5080

DS

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPÉROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 août 1990 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «CORBEL Gilles» autorisant l'exploitation au lieu-dit «Les Brousses» en PLELO, d'un élevage porcin de 944 places porcs de 30 kg ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1999 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «LEGRAND Robert» autorisant l'exploitation au lieu-dit «Malido» en SAINT ALBAN, d'un élevage porcin de 1163 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 720 places, repris par Madame Huguette LEGRAND ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 2004 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «E.A.R.L BAUDOIN» autorisant l'exploitation au lieu-dit «Lorfillec» en LE HAUT CORLAY, d'un élevage avicole de 105 000 animaux équivalents ;

- VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 1999, modifié le 21 août 2002, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «S.C.E.A LE BOIS DU PONT» autorisant l'exploitation en LE HAUT CORLAY au lieu-dit « Le Bois du Pont» d'un élevage avicole de 60640 animaux équivalents (soit 60640 poules pondeuses);
 - VU la demande présentée le 19 mars 2010, modifiée, par l'installation classée « **S.C.E.A LE BOIS DU PONT** », sise « Le Bois du Pont » en LE HAUT CORLAY, en vue de la restructuration, avec augmentation du cheptel avicole autorisé (après reprises partielles des effectifs de CORBEL Gilles en PLELO, LE GRAND Huguette en SAINT ALBAN et reprise de l' E.A.R.L. BAUDOUIN en HAUT CORLAY) soit un projet total de 123 847 animaux équivalents comprenant la construction d'un nouveau poulailler en remplacement du bâtiment existant et la création d'un nouvel atelier de conditionnement ainsi que la mise à jour du plan d'épandage aux lieux-dits «Le bois du Pont » et «Lorfillec » (sections AL n° 1-71-72 et ZL n° 115)
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
 - VU les délibérations des conseils municipaux de CANIHUEL, CORLAY, LA HARMOYE, LE HAUT CORLAY, LE VIEUX-BOURG , SAINT BIHY, SAINT MARTIN DES PRES ;
 - VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
 - VU le mémoire en réponse des pétitionnaires ;
 - VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 7 avril 2011, favorable à un élevage avicole de 116 588 animaux équivalents;
 - VU le courrier recommandé du 12 avril 2011 (réceptionné le 13 avril 2011) envoyé à Madame et Monsieur RAULT communiquant le rapport susvisé, et leur permettant de présenter leurs observations devant le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques ;
 - VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 22 avril 2011, à un élevage avicole de 116 588 animaux équivalents ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le nouveau poulailler sera situé à plus de 100 mètres du tiers le plus proche ;
- CONSIDERANT que le projet concerne une demande de restructuration externe avec augmentation du cheptel autorisé comprenant la construction d'un nouveau poulailler en remplacement d'un bâtiment existant et la création d'un nouvel atelier de conditionnement ainsi que la mise aux normes du plan de gestion des déjections ;
- CONSIDERANT que la restructuration est réalisée sur un site existant sans augmentation de la production d'azote en ZES (transfert) et le bâtiment neuf est conçu avec des matériaux et un concept plus respectueux de l'environnement (meilleures techniques disponibles);
- CONSIDERANT que les pétitionnaires s'engagent :
- à réaliser un aménagement paysager le long de la voie communale n° 42, ainsi qu'autour des bâtiments afin de réduire l'impact visuel de l'élevage;

- à poser des gouttières sur le centre de conditionnement et de réaliser un fossé drainant à l'aplomb de la toiture des poulaillers pour évacuer les eaux de pluie;
- à équiper le centre de conditionnement d'une fosse toutes eaux de 3000 litres pour la récupération des eaux usées.

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de CHATELAUDREN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage est de 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 46 752 UN et 35 793 UP2O5 qui seront reprises en totalité après transformation et normalisation par la société LEMEE pour exportation dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités par hectare ;

CONSIDERANT que les déjections produites dans le cadre du projet seront transformées en engrais organique et support de cultures conforme à la norme NFU 42001 et exportées dans des cantons dont la charge en azote est inférieure à 140 unités;

CONSIDERANT que les 14 522 u/N, objet de la restructuration, qui étaient précédemment épandues, seront exportées, après projet ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 -

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 modifié le 21 août 2002, sont modifiées comme suit:

1.1. **La S.C.E.A DU BOIS DU PONT** ci-après dénommée l'éleveur, demeurant à LE HAUT CORLAY au lieu-dit "Le Bois du Pont", est autorisée à exploiter à cette adresse (section AL n°1, 71 et 72), et au lieu-dit " Lorfillec" (section ZL n°115), à moins de 35 mètres d'un puits, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, **un élevage avicole de 116 588 animaux équivalents** en présence simultanée répartis comme suit : **116 588 poules pondeuses** (oeufs de consommation) en cages avec séchage, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la production d'azote à 46 752 kg par an.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

1.3. - Il est également donné acte à la SCEA DU BOIS DU PONT de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter également à ces adresses une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 4 tonnes par jour.

1.4. - Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes)

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 modifié le 21 août 2002, sont modifiées comme suit :

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 modifié le 21 août 2002, sont modifiées comme suit :

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement comprenant un séchage par gaines au niveau des cages puis transfert dans un hangar de maturation et stockage, l'ensemble étant situé en annexe de son installation.

3.1 - Installation

3.1.1. - L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.

3.1.2 . - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera également d'un hangar suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.3. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.4. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.2. - Exploitation - entretien

3.2.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- Les quantités de fientes traitées,

- Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place,

- Les résultats d'analyses.

3.2.3.3. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.4. Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.5. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant: E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. Gestion des flux - Traçabilité

Une convention est établie avec un prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 1 320 tonnes de d'engrais organique par an soit 46 752 unités d'azote.

Les produits repris seront épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,

- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 - Prescriptions particulières relatives au forage existant

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 modifié le 21 août 2002, sont modifiées comme suit

Le forage existant ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

4. 1. - Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect des dispositions suivantes :

4.2. - Un prélèvement d'eau provenant de cet ouvrage est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;

4.3. - La protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié concernant les buses et margelles ;

4.4. - Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

4.5. - Le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ;) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires,)

4.6. - L'interconnexion avec le réseau public est interdite;

4.7. - L'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

4.8. - A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

ARTICLE 5 - Bilan de fonctionnement

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 modifié le 21 août 2002, sont modifiées comme suit :

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié et du 24 décembre 2002 modifié. L'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émissions des polluants visés dans les annexes des arrêtés ministériels sus-visés, afin de déclarer, en cas de dépassement de ces seuils, les dites émissions générées par son élevage et réaliser un bilan de fonctionnement de fréquence décennal, le prochain devant être transmis au plus tard dans dix années à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 6- MTD

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 modifié le 21 août 2002, sont modifiées comme suit :

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 7 Résorption

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 modifié le 21 août 2002, sont modifiées comme suit :

Les 46 752 unités d'azote qui feront l'objet d'un transfert dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités par ha, seront comptabilisées en résorption.

ARTICLE 8

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 14 décembre 1999 et du 21 août 2002.

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 11 juin 2004 au nom de l'E.A.R.L BAUDOIN.

ARTICLE 9 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de LE HAUT CORLAY pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LE HAUT CORLAY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 11 -

Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

— *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

— *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 12 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de LE HAUT CORLAY, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de CANIHUEL, CORLAY, LA HARMOYE, LE VIEUX BOURG, SAINT BIHY, SAINT MARTIN DES PRES.

SAINT-BRIEUC, le 9 - MAI 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérourx

